Le 4 septembre 2025

Communiqué de presse

La liquidation de la Cité de l'Agriculture à Marseille sonne l'alarme : les associations d'agriculture urbaine en danger

Alors que la société française s'apprête à traverser une séquence politique tendue — entre vote de confiance, journées de blocage et réserve électorale —, nous tirons la sonnette d'alarme : l'agriculture urbaine associative ne doit pas être une victime collatérale et payer le prix de l'instabilité politique et des nouvelles mesures l'austérité.

La liquidation judiciaire de la Cité de l'Agriculture de Marseille, acteur historique du secteur, est un séisme dans le monde de l'agriculture urbaine. Cet événement local est un signal d'alerte national : à force de voir les financements publics se réduire, les associations qui font vivre nos quartiers vacillent.

Depuis plus de dix ans, l'agriculture urbaine associative s'enracine dans les villes françaises. Trop vite réduite à une activité de loisir pour privilégiés, elle répond en réalité à des enjeux cruciaux :

- apaiser les tensions sociales en réinvestissant les espaces urbains
- offrir des lieux de rencontre et de dialogue pour tous.tes, y compris les personnes les plus isolées
- transmettre aux enfants le goût et la connaissance du vivant
- renforcer la résilience alimentaire des territoires face aux crises
- garantir un cadre de vie propice à la santé et au bien-être

Or, aujourd'hui, les robinets se ferment. Les subventions sont considérées comme un luxe alors qu'elles financent des missions d'intérêt général là où aucune logique marchande ne peut s'y substituer. Transmettre, éduquer, accompagner, rassurer : cela a un coût. Nous saluons les collectivités qui, conscientes de ces enjeux, continuent de soutenir ces actions essentielles.

Le financement « par projets » asphyxie nos associations : il désynchronise l'action et l'argent, oblige à avancer salaires et charges, et transforme le travail associatif en tapis roulant administratif. On nous pousse vers l'hybridation économique comme solution miracle, mais elle ne saurait remplacer un véritable soutien public. Les associations agissent pour l'intérêt général : elles ont besoin d'un socle de financement stable pour durer, coopérer et peser.

Nous souscrivons à l'appel du Mouvement associatif et de l'UDES :

Nous demandons aux responsables politiques de toutes horizons de :

1. Contractualiser avec les associations sur la base de conventions pluriannuelles d'objectifs.

2. S'inscrire dans la durée, laisser le temps aux projets de porter leurs fruits.

3. Affirmer haut et fort que soutenir l'agriculture urbaine associative, c'est investir dans la qualité de vie de tous, des enfants aux aîné.es.

Partout en France, des élus de droite comme de gauche soutiennent déjà l'agriculture urbaine. Elle n'est ni une mode ni un luxe : elle est une réponse pragmatique et indispensable aux défis sociaux, alimentaires et écologiques de nos villes.

Pour aller plus loin : découvrez notre manifeste « Un quartier, une ferme » qui propose 10 actions concrètes pour que chaque habitant ait accès à un espace nourricier à 15 minutes de chez lui. https://www.afaup.org/le-manifeste-de-l-agriculture-urbaine/

À propos de l'AFAUP : L'Association Française d'Agriculture Urbaine (AFAUP) œuvre au développement de l'agriculture urbaine partout en France. Elle fédère des associations et des entreprises qui accompagnent, conçoivent, installent et gèrent des projets urbains nourriciers, sociaux et écologiques. https://www.afaup.org/

Contact presse : Anne-Sybille Riguidel - as.riguidel@gmail.com - 06-32-10-26-38